

14/6/13 - Mis à jour le 14/6/13 - 16 H 00

Des chefs d'entreprise plaident pour une immigration économique.

Des dirigeants économiques français installés au Royaume-Uni ont plaidé jeudi 13 juin pour une politique d'immigration centrée sur les besoins des entreprises, à quelques heures d'un débat devant les députés sur l'immigration professionnelle et étudiante.

« L'immigration contribue à la prospérité économique d'un pays », écrit dans un communiqué le Cercle d'outre-Manche, qui réunit « des dirigeants français de groupes internationaux opérant au Royaume-Uni et en France ». Ce groupe de réflexion, créé en 2004 pour le centenaire de l'entente cordiale, voudrait dépolitiser le débat sur les questions d'immigration. Il s'est fait porte-parole d'entrepreneurs français favorables à une immigration fondée sur des critères économiques et professionnels, en présentant, jeudi 13 juin à l'Assemblée nationale, neuf propositions « pour nourrir le débat parlementaire ».

« l'emploi est la clé de l'intégration »

« L'Angleterre a fait le choix d'une immigration économique, la France a fait celui d'une immigration familiale », observe Philippe Chalon, secrétaire général du Cercle d'outre-Manche en soulignant que les critères familiaux représentent 49 % des arrivées de migrants en France contre 13 % en Grande Bretagne.

Pour ce Français installé à Londres, directeur des affaires internationales dans un groupe d'assistance médicale implanté dans le monde entier, l'immigration peut être « une source de richesses et de créations d'emplois ». Partant du principe que « l'emploi est la clé de l'intégration », il considère que le fait de privilégier des critères économiques, comme la formation des candidats à l'immigration ou les besoins précis des entreprises serait bénéfique pour les entreprises françaises comme pour les migrants. Selon lui, il ne s'agit pas de supprimer les critères familiaux dans la politique migratoire mais d'établir un meilleur équilibre, plus favorable à l'emploi. En France, l'immigration économique représente moins de 17 000 entrées en 2012.

Dépolitiser le débat

Avant toute réforme, les entrepreneurs du Cercle d'outre-Manche, insistent sur la nécessité d'objectiver le débat en mesurant l'impact économique de l'immigration. Pour ce faire, ils suggèrent la création d'une commission paritaire réunissant des syndicats, des chefs d'entreprise et des experts qualifiés. L'idée étant de créer un interlocuteur « apolitique » apte à faire des propositions aux pouvoirs publics.

Aux yeux de ces chefs d'entreprise la politique migratoire ne devrait pas être l'affaire exclusive du

ministère de l'intérieur mais aussi celle des ministères du Travail et de l'Enseignement supérieur, afin de favoriser l'arrivée d'étrangers qualifiés ou d'étudiants selon les besoins du marché du travail.

Favoriser la diversité dans les entreprises

« En Angleterre, il existe une certaine pression pour favoriser la diversité dans les entreprises, parce qu'une entreprise doit ressembler à ses clients. » Pour Philippe Chalon, attirer de jeunes talents étrangers en France, constituerait une bonne stratégie pour toute entreprise qui souhaite s'implanter sur les marchés émergents. Il estime que « le temps est venu de sortir d'une vision de l'immigration analysée sous un prisme purement politique ou sécuritaire ».

Enfin, ces entrepreneurs prônent la simplification des procédures administratives d'obtention de la carte de séjour « compétences et talents ». Ils recommandent aussi de faciliter la création d'entreprises par les étrangers, d'orienter les étudiants étrangers vers des filières économie et management avec « *un programme de bourses dédiées* ».

À la mi-mars, le Cercle d'outre-Manche avait déjà appelé la France à s'inspirer du modèle britannique, en privilégiant l'immigration professionnelle et en durcissant l'immigration familiale, dans une étude intitulée « *Immigration et travail – quelques bonnes pratiques à intégrer* ».

Laurence Le Dren